

Énergie : comment Bruxelles organise la pénurie. La planification du déclin européen



Article rédigé par *Elements*, le 21 septembre 2022

Source [Elements] : Désintérêt pour le nucléaire, réouverture des centrales à charbon, embargo sur le pétrole russe, voitures électriques pour tous... Pour l'Union européenne, l'hypothèque de l'avenir est peu de chose au regard du chavirant bonheur de se faire passer pour les sauveurs « verts » de l'humanité. Auteur de passionnants documentaires, *Éoliennes : du rêve aux réalités* et *Nucléaire : une énergie qui dérange*, Charles Thimon nous offre un tour d'horizon de nos démissions.

En décembre 2008, les chefs d'États européens adoptèrent un plan d'action dit « Énergie et Climat » qui se fixait quantité d'objectifs ambitieux où figurait notamment celui d'atteindre 20 % d'énergies renouvelables dans chaque pays à l'horizon 2020. En dépit du fait qu'elle disposait déjà à l'époque d'une électricité aussi décarbonée que celle qu'envisage d'atteindre l'Allemagne en 2050, la France n'a depuis eu de cesse d'épouser l'agenda d'une politique contraire à ses intérêts. Soucieuse de « réussir » sa présidence du Conseil, elle accepta de confondre « décarboné » et « renouvelable ». La catastrophe de Fukushima en 2011 fit le reste. L'Allemagne et la plupart des médias se permirent alors de formuler un pari qui se confondait avec une espérance : le nucléaire devait être rangé au rang des antiquités. Peu importe qu'aucun décès du fait des radiations ne fut à déplorer, un itinéraire de substitution était tracé : les énergies renouvelables allaient permettre d'en finir avec tout ce qui fume... La physique et les experts avaient beau mettre en garde sur les risques majeurs que représentait une politique visant à se passer de moyens de production disponibles à la demande, rien n'y faisait, l'avenir devait s'annoncer vert... sans que jamais n'en soient définis les termes.

Le charbon, nouvelle arme antirusse

Aujourd'hui, l'Europe se trouve en état de sous-production électrique et doit un peu partout rouvrir ses centrales au charbon pour compenser ses manques. Et alors qu'on nous promettait un marché européen libéralisé qui ferait baisser les prix, depuis quinze ans les factures des particuliers n'ont cessé de flamber, frappant les foyers les plus vulnérables. En coulisse, les gaziens avaient depuis longtemps pris la mesure de l'équation. Sachant qu'aucune rupture technologique majeure n'aurait lieu sur le stockage et que le vent et le soleil ne suffiraient pas à assurer la demande, ils ont su se rendre incontournables. Après d'intenses négociations, la taxonomie européenne leur a même, depuis le 1er janvier 2021, permis de se parer du doux épithète d'énergie de « transition ». Le nucléaire en a également hérité, nonobstant le fait qu'il émet quarante fois moins de CO₂ par kWh produit...

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)